

Mahmoud Abbas a 87 ans, quid des Palestiniens après lui ?

écrit par Thérèse Zrihen-Dvir | 3 février 2023





Au lendemain de l'ère Mahmoud Abbas...

Israël vit sous la férule des guerres et de la terreur depuis la déclaration de l'ONU de la création d'un État juif en Palestine en 1948.

En marge des accords de paix entre Israël et l'un de ses voisins, la solution de deux états, Palestine et Israël, vivant l'un aux côtés de l'autre en paix, a enfanté les désastreux accords d'Oslo.

La carrière de Mahmoud Abbas débuta aux côtés de Yasser Arafat. Il dirigea la délégation palestinienne aux accords d'Oslo, qu'il signa au nom de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) en 1993, et où est stipulé que l'État d'Israël a droit à une existence en paix et en sécurité. Depuis, Abbas exerce la fonction de Premier ministre de l'Autorité nationale palestinienne sous la présidence d'Arafat avant de lui succéder comme président, en 2005

Mahmoud Abbas, dirigeant indéfectible de L'Autorité palestinienne âgé de 87 ans, pourrait bien un jour ou l'autre, passer de l'autre côté.

Éventualité qu'il faut sérieusement considérer. Les forces sur les lieux sont divergentes : depuis les adeptes du Hamas, du Djihad qui pour l'instant, côtoient ceux du Fatah, milices de Mahmoud Abbas. Et comme la démocratie n'existe pratiquement pas au sein de ces groupes de terroristes, la succession se fera sans doute par les armes.

Une guerre civile au sein des territoires prétendus palestiniens risque d'éclater au lendemain de la disparition du vieux terroriste Mahmoud Abbas qui tient dans ses tenailles de fer, les soldats de l'OLP, dont certains ont viré vers le Hamas, et d'autres vers le Djihad. Le noyau dur du Fatah qui ambitionne d'occuper le siège d'Abbas, devra apparemment combattre pour l'obtenir.

Chacun pourra simplement dire que tant que cela ne se déverse pas sur le petit État d'Israël... libre à eux de s'entretuer.

Il serait faux de croire qu'Israël se serait pas inquiété, ni impliqué, car Israël s'est enrichi d'une population de plus de 20% d'arabes israéliens qui suivent avec beaucoup d'attention l'évolution des dits palestiniens, qu'ils soient de Gaza ou de Judée et Samarie. La vision d'une Palestine sur les cendres d'Israël demeure toujours d'actualité dans le psychique.

Une étude antérieure de l'INSS a déterminé qu'il existe trois situations de base possibles pour l'Autorité palestinienne :

<https://www.inss.org.il/research/day-abbas-possible-scenarios-strategic-significances-israel/>

1. Une AP fonctionnelle et coopérative, semblable à l'actuelle, dans laquelle elle est un élément de gouvernement plus ou moins opérant fournissant des services publics, avec un monopole sur la force (dans la zone de la Judée et Samarie

seulement). Elle est une adresse politique responsable et officielle, et coopère avec Israël sur le plan sécuritaire entre autres.

2. Une AP hostile, situation dans laquelle l'AP fonctionne toujours en tant qu'élément de gouvernement palestinien reconnu et responsable, mais est hostile à Israël et refuse toute coopération.

3. Une AP défaillante – une situation dans laquelle l'AP perd son emprise, ses mécanismes cessent de fonctionner, elle perd le monopole de la force et est incapable de fonctionner en tant que gouvernement central.

Encore faudrait-il que le Hamas de Gaza lui permette d'accéder au pouvoir, qu'il revendique tout en se préparant pour une prise de pouvoir armée. Ses milices gangrèment La Judée et Samarie.

Cette dernière alternative semble être la plus éventuelle.

Mahmoud Abbas occupe trois postes de direction dans l'arène palestinienne : Président de l'Autorité palestinienne (AP), président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et président du Fatah. Ces dernières années, compte tenu de son âge et de son état de santé, des discussions ont eu lieu sur les processus à prévoir lorsqu'Abbas quittera l'arène politique. Depuis son élection à la présidence (2005) et suite à l'ascension du Hamas aux élections parlementaires (2006), Abbas a bloqué les élections ultérieures à ces institutions, et a établi son statut de dirigeant sans héritier désigné et sans procédures définies pour le transfert du gouvernement.

Une fois qu'Abbas quittera la scène, que ce soit en raison de sa mort ou de son incapacité à continuer à exercer ses fonctions, des ondes de choc dans le système politique palestinien sont à prévoir.

Cette situation a de nombreuses implications, comportant à la

fois des risques et des opportunités pour Israël. Avant tout, il y aura probablement une « guerre de succession » au sein de l'OLP autour des postes occupés par Abbas. Abbas étant actuellement à la tête de l'AP, de l'OLP et du Fatah, il sera nécessaire de définir clairement la répartition des pouvoirs et des responsabilités respectives.

Étant donné qu'Abbas n'a pas d'héritier naturel et convenu pour ses différents postes, et que les Palestiniens n'ont pas appliqué de lois électorales depuis de nombreuses années, il est quasiment impossible de déterminer avec précision la division des rôles centraux à exercer et à tenir.

Le poste le plus important est celui de président de l'AP, et la personne qui occupera ce poste se concentrera d'abord sur l'élaboration d'une légitimité interne, la formation de *l'État palestinien* (?) et la gestion de la division de Gaza et des relations avec le Hamas. Le processus politique avec Israël sera moins prioritaire. Le président de l'OLP, dans le cas où il est désigné comme successeur, sera responsable des liens avec la diaspora palestinienne et pourrait obtenir un mandat pour s'occuper des efforts politiques et internationaux, au cas où le président de l'AP serait prêt à partager les rôles.

Créée suite aux accords signés entre l'OLP et Israël, l'AP est l'organisme qui dispose de l'argent, des ressources et du pouvoir – alors que l'OLP a perdu une grande partie de son statut et de son pouvoir dans la formation de l'État palestinien. Il est donc possible que l'héritier d'Abbas à la présidence soit la figure dominante et assume les pouvoirs liés au processus politique. Par conséquent, la lutte la plus importante portera sur le candidat du Fatah à la présidence de l'AP.

La nouvelle direction sera soumise à de fortes pressions internes et externes, pour prouver sa gouvernabilité et maintenir la stabilité politique et sécuritaire. Il est possible que divers éléments à l'intérieur (Hamas, factions et

organisations d'opposition) et à l'étranger (Iran, Hezbollah) cherchent à défier et à saper la nouvelle direction, et à exploiter la situation pour renforcer leur emprise et leur influence sur la scène palestinienne interne.

Pour le Hamas, il s'agit d'une occasion historique de changer son statut politique et de travailler énergiquement à la réalisation de l'un de ses principaux objectifs : l'entrée dans l'OLP (suivie d'une prise de pouvoir), le retour à une activité ouverte au sein de l'AP, et la consolidation en Judée et Samarie, en vue d'une future prise de pouvoir au sein de la direction palestinienne et du remplacement du Fatah comme principal parti palestinien.

Dans l'ensemble, l'opinion publique israélienne est indifférente à la question des changements attendus de gouvernement et des événements internes à la Palestine. Le gouvernement israélien préfère et espère maintenir le statu quo dans ce contexte, et ne cherche pas d'occasions de le modifier.

Tout ce scénario repose sur les issues – volonté de stabilité à toute épreuve et reconnaissance inaltérable de l'État juif d'Israël – caractéristiques inexistantes au sein des factions dites palestiniennes, qu'elles soient de Gaza et ou de l'OLP.

Thérèse Zrihen-Dvir